

Conseil départemental des Pyrénées-Atlantiques

Session du 22 octobre 2021

Discours d'ouverture

Intervention de Stéphanie MAZA

Conseillère départementale Pau 1

Présidente du groupe de la gauche départementale

Seul le prononcé fait foi

Monsieur le Président, cher.es collègues,

Je voudrais, en préambule, vous citer, Monsieur le Président. Parce vous le savez, les élus qui sont dans cet hémicycle ont à cœur d'être utiles à ce Département, et j'ai la faiblesse de croire que nous pouvons partager cette noble ambition.

Lors de votre élection, le 1^{er} juillet dernier, vous avez déclaré : « *je n'ai jamais caché mon attachement profond aux Pyrénées-Atlantiques car je crois que sa diversité en fait sa formidable richesse. Elle construit l'esprit de tolérance et de tempérance propre à notre territoire et la défense de sa diversité culturelle doit toujours trouver son expression dans un souci de solidarité, de respect et d'ouverture. **Solidarité, respect, ouverture, la nouvelle mandature qui s'ouvre ne s'écartera pas de ces fondamentaux*** ».

Evidemment, il s'agissait d'un discours et non d'une règle destinée à être gravée dans le marbre C'est pour cela que je juge opportun de rappeler ces « fondamentaux » - je vous cite —.

Les mesures que je pourrais qualifier de vexatoires engagées à l'endroit des élus de l'opposition en ce début de mandat, en n'autorisant pas leurs prises de parole en commission, en traçant tous nos échanges avec les services pour des simples renseignements de procédure, entre autres choses, ne vous honore pas.

Nous avons eu l'occasion d'échanger à plusieurs reprises sur le sujet. Espérons que tout cela est derrière nous. Car nous ne tomberons pas dans le piège de l'escalade ou de l'agitation médiatique qui vise à décrédibiliser l'action politique, notre engagement, nos valeurs.

On se demande parfois comment le pays en est arrivé à 60% d'abstention aux élections, avec une extrême droite à plus de 30% dans les sondages entre Marine Le Pen et Eric Zemmour, comment la France est devenue championne du monde du vaccino- scepticisme, et comment les partis politiques sont devenus aussi détestés qu'ils le sont aujourd'hui.

Comment toutes ces choses auraient-elles pu advenir en notre pays, quand celui-ci est si bien géré, si bien administré, si bien *connu* par notre gouvernement, prompt à rappeler qu'il est à l'écoute des français ? Gouvernement, adepte du « en même temps » et défendant un modèle libéral, que ce soit sur la suppression de la taxe d'habitation, réforme des droits de succession pour les entreprises, la baisse des APL, la réforme de l'allocation chômage ou encore une réforme des retraites.

Qu'est-ce que le libéralisme, en vérité ?

Le libéralisme moderne est une force qui se mobilise afin chacun s'adapte, à tout moment de sa vie, que chacun trouve en permanence de nouvelles ressources en lui-même pour changer, pour, soi-disant, s'améliorer.

S'adapter en se formant, s'adapter en se relookant, s'adapter en prouvant sa valeur. Partout, toujours.

Et quant à ceux qui n'ont pas l'heur de plaire ou d'être suffisamment « méritants », ou trop vieux, ou, bien souvent, qui n'ont pas les codes, ou n'ont pas le support familial, et bien ils sont tout simplement jetés au bord de la route.

Comment un visage souriant et confiant, volontariste comme celui de notre Président Macron pourrait-il amener avec lui tant de désordre et de détestation ? Il serait bien facile de tomber dans l'élitisme ou la démagogie, et considérer que toutes ces personnes qui en viennent à détester la politique, les media, les représentants politiques, voire l'Etat ne seraient que des personnes manipulées par des réseaux sociaux, ignorantes, et, donc quelque part, haineuses par bêtise.

Et pourtant voilà où se trouve le hic ! Ce libéralisme, qui pense que la fraude des pauvres est le principal problème dans le pays, qui pense qu'il faut « libérer les énergies » en baissant les impôts – sur les riches. bien sûr, on ne saurait toucher à la TVA -, et qui affirme qu'il ne sert à rien d'investir dans les services pour les pauvres car ceux-ci, de toute façon, ne sauraient pas en profiter ; oui, c'est ce libéralisme-là qui crée sa propre Némésis.

Tout en créant des richesses incroyables d'un côté, il crée aussi ses frustrations, sa misère, sa colère même. **Car, et on ne le répète jamais assez, aujourd'hui,**

la principale fraude aux services sociaux, c'est l'aide qui ne parvient pas à ceux qui en ont besoin. C'est ainsi près de 30 à 40% de personnes qui ne sont pas aidées car rien n'est fait pour les atteindre alors qu'elles en ont les droits.

Il faut se demander aujourd'hui, Monsieur le Président, à qui profitent les dépenses qui nous sont présentées et si la redistribution s'opère, car si ce n'est pas le cas elle reviendra dans le visage des prochaines majorités comme un boomerang.

Des études récentes ont démontré que, de tous les investissements que l'Etat peut faire, le plus rentable financièrement, c'est l'investissement dans l'éducation, dans la jeunesse. Chaque euro investi pour éduquer un jeune Français rapporterait ainsi 5 à 10 fois son coût sur le long terme. Un jeune qui est éduqué a en effet moins de chance de devenir délinquant, chaque année passée après le bac lui apportera un salaire de 10 à 15% plus élevé, augmentant d'autant les impôts et donc les recettes futures, c'est un jeune qui a aussi plus de chance de s'investir dans la vie politique et sociale, un jeune qui a moins de chance d'avoir du diabète, de l'obésité et, enfin, qui ne coûtera pas, plus tard en politiques sociales, n'en ayant pas le besoin. **L'investissement** – et je suis sûr Président que malgré les récents bilans financiers du Département vous savez de quoi je parle – **c'est dépenser pour notre futur, pour notre jeunesse. Encore une fois, monsieur le Président, c'est éviter une dépense future qui, elle, ne serait que réparatrice.**

Bien évidemment, en ce qui vous concerne, vous ne restez pas les bras croisés à contempler les richesses de notre Département, mais il est parfois bon de rappeler que les clivages politiques, ce sont avant tout des visions différentes mais peut-être pour arriver parfois à un but similaire. La gestion financière de la crise sanitaire a permis de sauver des entreprises, des emplois et l'on a pu observer parfois que ceux qui rechignent à la redistribution de l'argent public ont pu en bénéficier, peut-être auront-ils compris que cette redistribution n'a qu'un seul but : assurer la survie de celles et ceux qui la reçoivent.

Pour avoir sa place dans la société, il faut un emploi. L'insertion est un domaine laborieux, énergivore pour ceux qui s'y investissent mais nécessaire. Nous croyons à un accompagnement renforcé, à une évaluation de ce qui fonctionne et de ce qui ne fonctionne pas, à une vigilance toujours accrue pas seulement dans le contrôle des bénéficiaires mais aussi dans le maintien de leur volonté et je dirai même, de leur dignité. Car lorsqu'on vous regarde avant tout comme un problème, comme une charge, plutôt que comme une personne qui a quelque chose à apporter, vous perdez pied.

De la même manière, nous ne pouvons plus nous contenter d'égrener chaque semaine les chiffres des féminicides, des enfants qui en sont les témoins ou qui les subissent, en considérant qu'il ne s'agit que d'un drame de plus. Nous avons là un problème systémique, qui nécessite des moyens et nous proposerons d'ailleurs une motion en ce sens.

Et puis il y a la question de la dépendance et là encore, de celles et ceux qui l'accompagnent. Le report sine die de la Loi Grand Age, et donc des moyens qui devaient y être consacrés, est une aberration. Comment justifier les études, le travail mené par les associations, les parlementaires si ce travail n'aboutit pas ? Là encore, la décence, la dignité des personnes est balayée d'un revers de main. Ce n'est pas une pénurie de personnels qui nous guette, c'est une succession de drames humains, et un accroissement de la précarité des aides à domicile.

Nous pensons, Monsieur le Président, qu'il est grand temps de regarder en face les conditions de travail et de les faire évoluer. Vous aviez lancé les « Assises de l'autonomie » pendant la campagne, pourquoi des mesures d'urgence ne sont-elles pas prises ? Les 36 000€ consacrés à l'agence de communication que vous avez sélectionnée pour des campagnes publicitaires pourraient sans doute être employées à d'autres choses, comme par exemple, la mise en place de solutions de répit pour toutes celles, ce sont majoritairement des femmes, tous ceux, qui s'occupent de proches ayant besoin de services spécifiques. Là encore, nous présenterons une motion en ce sens.

Une autre enfin, sur le scandale du calcul de l'Allocation Adulte Handicapé, où les personnes en couple voient leur allocation diminuer. En France, en 2021, on institutionnalise encore le fait de dépendre de son conjoint. La majorité En Marche soutient cette idée là où tous les autres partis la rejettent au nom du droit à la dignité.

Rapidement, je ferai quelques remarques sur vos choix budgétaires mais je laisserai mes collègues y revenir. Une nouvelle fois, nous constatons que les recettes du Département avaient été sous-évaluées, que les DMTO se portent bien et sans lire dans le marc de café, il n'y aucune raison que cela s'arrête. Le pendant de cette vitalité s'exprime à travers les prix toujours plus hauts de l'immobilier sur la côte basque ou encore l'absence de foncier disponible ou abordable. Des entreprises cherchant à s'étendre s'installent désormais dans les Landes, (exemple de la société Patatam de Saint-Pierre d'Irube qui est partie à Hastingues). Il est urgent que nous convoquions des Assises du logement dans notre Département, pas seulement sur la question basque, mais aussi sur

l'habitat durable, les aides à la rénovation et plus généralement, sur la question du mal logement dans notre département.

Je ne serai pas plus longue dans mon propos. Je souhaiterai seulement, Monsieur le Président, que vous entendiez notre volonté de travailler.

Certes, nous aurons toujours des visions différentes sur des valeurs fondamentales et cela ne changera pas. Mais nous croyons à l'intelligence collective.

Nous nous retroussons les manches, toutes et tous, dans nos cantons, pour les personnes qui viennent à nous, pour les associations, avec les agents de cette Institution.

Je crois que nous œuvrons tous dans l'intérêt de ce Département.

Cela dérange peut-être que l'on questionne, que l'on s'informe ou simplement que nous soyons présents.

Dans un autre temps, et Yves Salanave-Péhé ou Max Brisson me pardonneront de leur emprunter l'art de la citation, Winston Churchill, qui n'était pas un éminent socialiste, disait que « *l'un des problèmes de notre société aujourd'hui, c'est que les gens ne veulent pas être utiles mais importants* ».

Alors, Monsieur le Président, à défaut d'être importants, permettez-nous d'être utiles.

Je vous remercie.